



« LU POUR VOUS » le 22 novembre 2016 LE PROGRES

MARDI 22 NOVEMBRE 2016 LE PROGRES

ACTU VILLEFRANCHE 19

VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE COMMISSARIAT DE POLICE

Le ministre de l'Intérieur invité au plus vite « à venir constater les dégâts »

S'ils en appellent à Bernard Perrut, député-maire de Villefranche pour les aider à trouver un lieu pour reloger au plus vite le commissariat, les membres du CHSCT de la Police du Rhône espèrent aussi attirer l'attention de Bernard Cazeneuve.

« Trop c'est trop : il faut arrêter les frais ! Les travaux engagés, à hauteur de 300 000 €, ces trois ou quatre dernières années, dans le commissariat de Villefranche sont du rafistolage. Pour la sécurité des fonctionnaires qui y travaillent et celle du public qui s'y rend, il y a véritablement urgence à reloger ce commissariat plus que vétuste ! »

Deux pistes sérieuses de relogement

À cet effet, Alain Barberis, (syndicat Alliance Police Nationale), Erdinc Altinkaynak (Alliance Snapatsi) et Paul Eck (Synergie Offi-



Les membres du CHSCT de la Police du Rhône et Bernard Perrut cherchent ensemble des solutions pour le relogement du commissariat caladois. Photo Christelle LALANNE

ciers), tous trois membres du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la Police du Rhône étaient ce jeudi, présent à Villefranche, pour y rencontrer le député-maire Bernard Perrut. « Il nous a confirmé son soutien

dans notre recherche de nouveaux locaux. Nous avons d'ailleurs étudié avec lui deux pistes assez sérieuses correspondant à des bâtiments existants ». Car de construction il n'en est presque pas question : « Nous sommes vraiment

dans l'urgence ! », martèlent les trois hommes. Une telle urgence qu'ils ont également lancé l'alerte d'abord auprès du Préfet délégué à la sécurité du Rhône, dans un courrier du 10 novembre, mais aussi auprès de Bernard Cazeneuve, mi-

nistre de l'Intérieur « que nous invitons à venir au plus vite à Villefranche pour constater les dégâts », indiquent-ils de concert. Car dans ce bâtiment, qui date de 1996 et abrite une petite centaine de fonctionnaires tout part à vau-l'eau. Outre un manque de place évident qui oblige certains services à se rendre en sous-préfecture pour travailler ou à encore à s'entasser dans un même bureau du commissariat ; une insécurité du fait des mélanges des flux (les gardés à vue et les plaignants sont amenés à se croiser) ; les problèmes d'électricité récurrents et les faux plafonds vieillissants ont provoqué entre le 28 octobre et le 7 novembre dernier, pas moins de 5 incidents (lire ci-dessous). Des incidents qui auraient pu, d'après les syndicalistes, « être évités si l'administration avait pris en compte le registre d'hygiène et de sécurité, rempli par les fonctionnaires caladois ».

Dossier : Christelle Lalanne

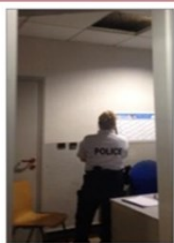
POINT PAR POINT

■ Cinq incidents en dix jours...

- Le 28 octobre, en pleine journée, une plaque du faux plafond du bureau des plaintes s'est décrochée (voir photo). Par chance, personne ne se trouvait dans ce lieu ouvert au public.

- Le 6 novembre vers 18 heures, les fonctionnaires de la BAC trouvent un morceau de faux plafond cassé, au sol devant leur bureau.

- Le 7 novembre vers 9 heures du matin, l'interrupteur électrique du bureau du chef de poste, situé à l'accueil, reste bloqué provoquant des crépitements puis un arc électrique de 15 à 20 cm suivi d'étincelles. Le boîtier de l'interrupteur est entièrement grillé. Le chef de poste déclare n'avoir ressenti « qu'une légère décharge électrique ». Le même jour à 13 h 30, dans les vestiaires hommes, un problème d'éclairage récurrent provoque la



Une plaque du faux plafond de l'accueil s'est effondrée en pleine journée le 28 octobre. Photo DR

chute d'un fonctionnaire, lui occasionnant un arrêt de travail de cinq jours.

- Toujours en date du 7 novembre, mais en soirée cette fois, c'est une marche cassée, menant aux vestiaires hommes, qui provoque la chute d'un fonctionnaire qui se voit attribuer sept jours d'arrêt de travail.

RÉACTIONS

« Le commissariat mériterait d'être plus opérationnel »

Eric Deubeugny, commissaire caladois « Les problèmes relayés par les syndicalistes sont effectifs et le CHSCT de la Police du Rhône a pu les constater, lors d'une réunion à laquelle j'ai assisté. S'il est vrai que le commissariat de Villefranche est une structure qui mériterait d'être plus opérationnelle pour le bien-être des fonctionnaires qui y travaillent, nous ne sommes pour autant pas décideurs. Il faudrait que le commissariat soit inscrit sur le prochain plan triennal du ministère de l'Intérieur pour bénéficier d'une réhabilitation, mais d'autres structures en auraient également besoin. Le commissariat de Villefranche-sur-Saône nécessiterait un investissement trop important pour une rénovation complète. D'autant que la structure s'avère déjà trop petite pour l'ensemble de nos services. Dans un souci d'économie des deniers publics et de rapidité, le choix idéal serait effectivement une réhabilitation de bâtiments déjà existants qui puissent nous accueillir. »



Bernard Perrut, député-maire de Villefranche. Photo Philippe GALLAND

« Cela ne peut plus durer ! » Bernard Perrut, député-maire de Villefranche « Le commissariat est pour moi un problème important dont je me préoccupe depuis des années. En 2008, j'avais d'ailleurs proposé à l'administration deux terrains municipaux



Eric Deubeugny, commissaire. Photo S. Guiochon

pour un déménagement, mais aucune décision n'a jamais été prise. Aujourd'hui, cela ne peut plus durer ! La ville de Villefranche a montré l'exemple dotant sa police municipale (21 policiers) de nouveaux locaux et de quelque 150 caméras de vidéo-protection disséminés dans la ville. Je souhaite vivement la Police nationale puisse travailler dans les mêmes conditions et accueillir de nouveaux fonctionnaires. J'interviendrais très prochainement auprès du ministre de l'Intérieur pour lui dire l'urgence d'intervenir ici. »

BUREAU ZONAL

Erdinc ALTINKAYNAK

Tel. 07.77.60.80.19

zone.sudest@snapatsi.fr